



Gildan

Browning West renonce à une assemblée extraordinaire



PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Browning West avait initialement choisi de demander une assemblée extraordinaire parce que c'était, selon ses dires, le moyen le plus rapide d'infirmer la décision du conseil qui a destitué Glenn Chamandy du poste

de PDG de Gildan en décembre.

L'investisseur institutionnel américain furieux du congédiement de Glenn Chamandy par Gildan fait volte-face et dit – après mûre réflexion – souhaiter reconstituer le conseil d'administration du fabricant montréalais de vêtements lors d'un vote à l'assemblée annuelle des actionnaires prévue en mai plutôt qu'à l'occasion d'une assemblée extraordinaire.

Publié hier à 11h34



RICHARD DUFOUR
LA PRESSE



Browning West avait initialement choisi de demander une assemblée extraordinaire parce que c'était, selon les dires de cet actionnaire, le moyen le plus rapide d'infirmier la décision du conseil qui a destitué Glenn Chamandy du poste de PDG de Gildan en décembre.

Gildan a annoncé en début de semaine que les deux assemblées allaient se tenir le même jour, le 28 mai, et que l'entreprise demanderait aux tribunaux de faire déclarer nulle la demande de convocation de Browning West et par conséquent déclarer l'assemblée extraordinaire annulée.

Le conseil d'administration de Gildan allègue que Browning West a enfreint une loi antitrust américaine en bonifiant sa participation dans Gildan au point de pouvoir demander une réunion des actionnaires.

Browning West prétend ne pas avoir enfreint les règles, car l'entité détenant les actions de Gildan n'est pas constituée aux États-Unis et Gildan n'est pas une société ayant son siège social aux États-Unis.

De nombreux avantages

Pour expliquer sa volte-face mercredi, Browning West souligne qu'il y a plusieurs avantages à utiliser la voie de l'assemblée annuelle plutôt que celle de l'assemblée extraordinaire. Notamment, Browning West souligne que l'assemblée annuelle simplifie le processus de vote pour les actionnaires, limite les tactiques juridiques du conseil et offre un forum pour éjecter le nouveau PDG et administrateur, Vince Tyra.

« Maintenant que nous avons pivoté, le conseil ne peut plus utiliser l'excuse de sa procédure judiciaire inutile pour retarder l'assemblée annuelle, qui devrait immédiatement être avancée au début du mois de mai pour s'aligner sur le calendrier des dernières années », mentionne la direction de Browning West.

Gildan réagit avec force au virage de Browning West.

« Il est regrettable qu'il ait fallu autant de temps à Browning pour reconnaître son illégalité. »

— Simon Beauchemin, porte-parole de Gildan

Ce dernier précise que Gildan poursuit son enquête sur la conduite de Browning West, y compris les conséquences de ses achats « illégaux » d'actions sur sa capacité de présenter des candidatures et de voter.

« L'échec spectaculaire de la tentative de Browning West de convoquer une assemblée des actionnaires met en évidence deux points importants : Browning

West n'a pas les compétences de base pour proposer une liste d'administrateurs, et encore moins pour diriger Gildan. La volonté de Browning West d'acheter illégalement des actions et son refus d'assumer la responsabilité de ses actions illégales mettent en doute ses soi-disant préoccupations en matière de gouvernance », ajoute Simon Beauchemin.

Le président de l'institut sur la gouvernance estime pour sa part que Browning West opte pour jouer avec les règles d'une bataille de procurations plus classique. « Browning va maintenant se concentrer sur la bataille médiatique plutôt que sur des enjeux juridiques pour les prochains mois », commente François Dauphin.

Départs souhaités

Browning West souhaite remplacer 8 des 11 administrateurs en poste. Les départs souhaités sont ceux de Donald Berg, Maryse Bertrand, Marc Caira, Shirley Cunningham, Charles Herington, Luc Jobin, Craig Leavitt et Chris Shackelton.

L'investisseur militant propose d'installer au conseil Glenn Chamandy, l'ex-PDG de United Rentals Michael Kneeland, un ex-dirigeant de Nike, Michener Chandlee, le chef des finances du CN, Ghislain Houle, l'ex-présidente de Mobilia Mélanie Kau, le cofondateur de Browning West Peter Lee, une ex-dirigeante de Walmart, Karen Stuckey, et le chef des finances de Rona, J. P. Towner.

Une dizaine d'actionnaires institutionnels indépendants, contrôlant environ 35 % des actions de Gildan, ont publiquement exprimé leur opposition au congédiement de Glenn Chamandy dans les dernières semaines.